



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

métallurgie

Question au Gouvernement n° 4000

Texte de la question

FONDERIE DU POITOU

M. le président. La parole est à Mme Catherine Coutelle, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Mme Catherine Coutelle. Monsieur le Premier ministre, les salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium à Ingrandes attendent aujourd'hui, avec inquiétude, une réponse du tribunal de commerce s'agissant de l'avenir de leur usine, en redressement judiciaire. Je vous avais déjà interrogé au mois de novembre sur ce dossier emblématique.

Renault s'était engagé auprès du Président de la République lui-même à pérenniser l'activité du site en passant un volume de commandes suffisant. Rappelons qu'avant d'être sous-traitant, cette usine appartenait à Renault. Aujourd'hui, alors que l'État est actionnaire à 15 %, Renault ne tient aucun de ses engagements pour maintenir la production et l'emploi. Les repreneurs potentiels hésitent ; les salariés, qui se battent courageusement pour éviter une délocalisation en Bulgarie, sont inquiets. Pourtant, des solutions existent. La meilleure solution industrielle en termes de coûts pour le donneur d'ordre et de productivité, c'est la reprise du site par Renault. Ce serait aujourd'hui la solution pour sauver ces emplois.

Mais que fait votre gouvernement ? Vous ne jouez pas votre rôle d'actionnaire, pas plus ici que dans la délocalisation d'une usine au Maroc. Votre vision industrielle pour la filière automobile n'a pas l'ambition nécessaire. Vous ne vous mobilisez pas pour garder l'emploi en France.

À la Fonderie du Poitou Aluminium, pas besoin d'aller chercher LVMH ou tout autre ami du Président de la République. La solution, vous l'avez sous la main, elle s'appelle Renault.

Ne répondez pas que le coût du travail est plus élevé en France qu'en Allemagne. Madame la ministre du budget, vous avez dû lire la presse un peu rapidement. Dans son ensemble, elle note que le rapport de l'INSEE tombe très mal pour vous aujourd'hui. La comparaison du coût du travail en France et en Allemagne n'est pas du tout en défaveur de la France. Pourtant, la France accumule les déficits quand l'Allemagne accumule les excédents.

M. Jean-Marc Roubaud. C'est faux !

M. le président. Cessez, monsieur Roubaud !

Mme Catherine Coutelle. Avec 10 % de chômage à la fin de votre mandat, comment vous êtes-vous battus sur ce front ?

J'ai deux questions, monsieur le Premier ministre. Allez-vous peser pour que la fonderie réintègre Renault ? À l'image de cette entreprise, allez-vous vous battre pour que l'emploi subsiste en France et construire une industrie durable ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Madame la députée, le ministre de l'industrie Éric Besson était, le 16 janvier dernier, à la Fonderie du Poitou Aluminium, où il a rencontré à nouveau les salariés à qui il a redit que nous restons entièrement mobilisés pour l'avenir du site. Nous sommes mobilisés sur les engagements pris, sur le respect de ces engagements et sur la procédure en cours pour faire préciser et affiner leurs offres de reprise par les trois candidats. Cette perspective de trois repreneurs solides, structurés, organisés est plutôt une bonne nouvelle pour les salariés. Rien ne sert, donc, de mettre une pression exagérée ;

la procédure suit son cours et les repreneurs examinent les différentes possibilités de maintenir l'activité, comme Renault s'y est engagé.

Nous avons mobilisé le FEMA pour que tout acteur intéressé par la Fonderie du Poitou Aluminium puisse être accompagné dans une opération de reprise. Nous exerçons le suivi auprès de Renault pour que tous les engagements pris soient respectés, notamment s'agissant du maintien de la trésorerie courante du site et des volumes de charge pour les repreneurs. Les candidats à la reprise sont en train de discuter avec Renault de la trajectoire industrielle qu'ils sont en mesure de bâtir pour rendre le site compétitif et diversifier ses débouchés. Ce dossier est évidemment suivi avec beaucoup d'attention à Bercy. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Coutelle](#)

Circonscription : Vienne (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4000

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 février 2012